

Un billet de Bernard Girard, Enseignant en collège, publié sur [son blog de Rue 89](#) et que nous relayons ici avec l'aimable autorisation de l'auteur.

En revanche, le logo retenu est de la rédaction de Q2C, image du cortège de tête du mai 2014 défilé "Sainte Jeanne d'Arc" de mai 2014. On y voit côte à côte Farida Belghoul (Journée de retrait), Alain Escada, président de l'association Civitas et Monique Geneix, l'adjointe au maire (FN) de Mantes-la-Ville chargée des affaires scolaires...

Depuis quelques mois, un vent mauvais souffle sur la société, avec l'école en première ligne. Entre l'agression violente de la place Vendôme contre Paul McCarthy et l'actualité éducative de ces derniers jours, le rapprochement n'est pas fortuit : dans les deux cas, l'intolérance pointe son triste visage.

Cachez ces nus...

A Cholet (Maine-et-Loire), les élèves de deux écoles publiques ont été privés d'une exposition de peinture au Salon des arts de la ville. Motif : trop de nus sur certains tableaux, qui pourraient choquer les enfants.

Si l'on s'en tient à ce raisonnement, il est urgent d'épurer les manuels scolaires de quantités de reproductions qui illustrent l'histoire des arts : de la statuaire antique aux nus de Carpeaux, en passant par le « David » de Michel-Ange ou « Le Déjeuner sur l'herbe », il n'a jamais manqué d'artistes, à toute époque, partout dans le monde, pour livrer au public une représentation de la nudité - aujourd'hui patrimoine culturel mondial - qui ne semble guère troubler les élèves. Où est donc le problème ?

Pour l'un des directeurs d'école sollicité par Ouest France, l'annulation de la visite aurait pour but d'« anticiper certaines réactions. » Traduction : personne, parmi les parents d'élèves, ne s'est scandalisé à ce jour de la visite d'une exposition de peinture par leurs enfants mais le chef d'établissement a probablement gardé en mémoire la trace de certains épisodes peu glorieux qu'il préfère ne pas avoir à affronter.

Par exemple, lorsque, au printemps dernier, dans ce même département de Maine-et-Loire, quelques énergumènes proches de la Manif pour tous, avaient fait obstacle à la projection de « Tomboy » à des collégiens. C'était l'époque, aussi, où dans la ville de Nantes toute proche, l'initiative de quelques lycéens de venir symboliquement en jupe à leur établissement dans le cadre d'une campagne de sensibilisation aux discriminations, avait déclenché dans l'opposition politique de droite des réactions extravagantes.

Ou encore, bien sûr, la brutale croisade conduite par certains milieux intégristes contre « L'ABCD de l'égalité » dans les écoles qui avait conduit un ministre de l'Éducation nationale bien mal inspiré à y mettre fin.

L'autocensure et la peur dans les têtes

Si, comme on peut le penser, ces considérations ne sont pas étrangères à la décision de directeurs d'école d'interdire à leurs élèves la visite d'une exposition - avec cette déformation professionnelle propre à l'Éducation nationale qui consiste à ouvrir le parapluie avant qu'il ne se mette à pleuvoir -, il faut alors convenir qu'il s'agit-là d'un cas flagrant d'autocensure : une décision est prise non pas en fonction de critères rationnels mais parce que l'on se refuse par avance à affronter les éventuelles critiques qu'elle pourra susciter. Autrement dit, c'est la peur qui dicte la conduite.

Si cette analyse est juste et si ce type de réactions venait à se généraliser dans les milieux éducatifs, ce serait le signe qu'un groupe d'illuminés, sans doute peu nombreux mais extrêmement présents

dans les médias, serait en passe de réaliser son objectif : imposer par l'intimidation ses mœurs et sa morale à toute la société.

Le sexe hors de l'école ?

Un objectif d'ordre moral que l'on retrouve dans la dernière campagne lancée par SOS Education contre l'exposition « Zizi sexuel » qui vient de rouvrir ses portes à La Cité des sciences, après un large succès en 2007. Cette exposition se fixe pour objectif de sensibiliser les 9-14 ans à l'amour, à la sexualité, à la puberté ; avec beaucoup de tact, d'humour, mais aussi de sérieux, avec beaucoup d'inventivité, les organisateurs réussissent à la fois à informer leur jeune public sur des questions fondamentales qu'ils se posent sans, le plus souvent, oser les formuler et à les faire grandir dans le respect de l'autre.

Une exposition sur l'amour à destination de jeunes élèves ? C'est évidemment une provocation pour SOS Education - un mouvement qui se signale par ses prises de position ultra-conservatrices pour tout ce qui touche à l'école - qui n'a rien retenu d'autre de l'exposition qu'un « enseignement de la masturbation »...

Pour ce mouvement, qui milite depuis de nombreuses années pour le retour de l'école en blouse grise, l'amour, la sexualité, le corps humain ne font sans doute pas partie des « fondamentaux » (l'apprentissage de la lecture avec la méthode syllabique...) dont elle prétend prendre la défense. A force de reculer...

Enfin, en se fondant sur des considérations finalement très proches, le Conseil d'état vient d'annuler une circulaire signée en 2013 par Vincent Peillon qui faisait de la Ligne Azur un partenaire de l'Education nationale dans le cadre de la lutte contre l'homophobie. Une circulaire qui, paraît-il, ne respecte pas les principes de neutralité du service public et de liberté de conscience des élèves » (sic).

Le Conseil d'état avait été saisi par la Confédération nationale des associations familiales catholiques (CNAFC), qui se réjouit de cet arrêt dans lequel elle voit « une victoire hautement symbolique. » Une victoire hautement symbolique, effectivement, pour les discriminations sexuelles...

A Cholet, des écoliers privés d'un témoignage artistique ; à La Cité des sciences, une incrimination bête et méchante dressée contre la sensibilisation des élèves à la sexualité et, pour finir, l'interdiction d'un outil de lutte, à l'efficacité avérée, contre les discriminations en milieu scolaire : faut-il y voir trois faits divers indépendants les uns des autres ou, bien plus sûrement, l'expression d'un climat malsain qui pèse de plus en plus lourdement sur les questions de société, un climat entretenu par une mouvance intégriste, brutalement intolérante et qui use de l'intimidation pour imposer ses principes et sa morale ?

Face à ce qui ressemble à une tentative de subversion de la société civile, les pouvoirs publics n'en finissent pas de reculer, plus par peur, sans doute, que par conviction. Ce qui ne manque pas d'inquiéter : car faire rentrer la peur dans les têtes est un procédé classique des idéologies totalitaires.